

J'ai remarqué que le président de la Jeunesse libérale du Canada, dans un discours prononcé à Halifax sur les partis politiques du Canada, y compris son propre parti, a déclaré qu'ils devraient consacrer moins de temps aux structures et plus de temps aux problèmes. Il continuait en critiquant le parti libéral national pour sa léthargie à l'égard du problème du chômage des jeunes. Si mes honorables amis de l'autre côté ne m'écoutent pas, j'espère qu'ils écouteront au moins l'une des voix plus jeunes à l'intérieur de leur propre parti.

Nous au Canada sommes devant le problème crucial et terrible du chômage, comme l'a souligné le président de la Jeunesse libérale du Canada. Nous vivons à une époque où il est manifeste à la population du Canada, sinon au gouvernement actuel, que la première priorité doit consister à agir promptement pour aider les gens, pour contribuer à dissiper l'incertitude qui existe, pour agir afin de restaurer la confiance, et en bref pour agir de façon à provoquer la reprise de l'économie. Mais que fait le gouvernement? Il nous présente ce genre de bill pour restructurer l'organisation du gouvernement.

● (8.40 p.m.)

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement nous répète, à nous et aux Canadiens, que depuis les élections de 1968, il fait place nette avant de passer à l'action, qu'il s'organise. Voilà un gouvernement qui parle d'action et qui s'y prépare, mais quand il s'agit de prendre des mesures concrètes pour faire progresser l'économie, il ne va jamais plus loin. Je prétends, quant à moi, que ce qu'il faut réorganiser, ce n'est pas tellement la structure du gouvernement que ses priorités.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le principal problème que ce bill va résoudre pour le gouvernement actuel, c'est l'obligation de s'adresser au Parlement chaque fois qu'on veut modifier les structures ou les responsabilités parlementaires. D'après les dispositions de ce bill, il ne serait plus nécessaire de consulter le Parlement. Le député de Winnipeg-Nord-Centre a insisté là-dessus et a signalé que le président du Conseil du Trésor (M. Drury) a insisté sur l'obligation dans laquelle se trouve le gouvernement de s'adresser à la Chambre à propos des subsides. Depuis que je siège à la Chambre, la question des subsides a toujours été une farce.

Avant l'adoption des nouvelles règles, et même lorsque nous siégeons en comité plénier et qu'il y avait une limite pour les subsides aux termes du Règlement, force me fut de me rendre compte très rapidement d'une chose. À l'Assemblée législative d'où je venais, un ministre devait répondre à des questions pour obtenir l'adoption de ses prévisions, tandis qu'ici un ministre pouvait répondre à une question s'il le voulait bien, mais aucune réponse n'était jamais donnée aux questions embarrassantes lorsque le temps imparti était écoulé et que les crédits étaient votés. Alors que le président du Conseil du Trésor ne s'efforce pas de faire croire aux députés de ce côté-ci de la Chambre qu'à l'occasion du débat sur les subsides, les députés de l'opposition ou le public auront l'occasion d'exercer un contrôle sérieux sur les vastes pouvoirs que le gouvernement tente de s'arroger par ce projet de loi.

Ce bill facilitera sûrement beaucoup le travail de nos vis-à-vis. C'est entendu. Mais je voudrais leur rappeler que les initiatives que prend le gouvernement actuel—ou

[L'hon. M. Stanfield.]

n'importe quel autre, il va sans dire—en matière d'organisation ne sont pas simplement aptes à n'intéresser que lui seul. Quelles que soient les mesures que prennent les gouvernements, elles ont de l'intérêt pour le Parlement et pour la population canadienne. Je m'oppose donc catégoriquement à toute initiative qui contribuerait à réduire le contrôle parlementaire, lequel après tout est l'une des grandes fonctions que doit exercer la Chambre.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le gouvernement actuel a déjà ravalé le rôle du Parlement plus qu'il n'en faut. Il est temps d'y mettre le holà et nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons bien l'intention de le faire. Même avant la présentation du présent bill, nous avons vu à plusieurs reprises tout le mépris que le gouvernement éprouve pour le Parlement et la population du Canada. L'exemple le plus récent, en fait, nous l'avons vu aujourd'hui quand le premier ministre (M. Trudeau) a laissé clairement entendre que des membres de son cabinet, et non pas les moindres d'entre eux, avaient abusé de la confiance de la Chambre la semaine dernière.

Des voix: Honte!

L'hon. M. Stanfield: La semaine dernière, le président du Conseil du Trésor et le premier ministre suppléant (M. Sharp) ont fait à la Chambre des déclarations nettement destinées à nier l'existence d'un programme gouvernemental secret comportant une dépense de 2 millions de dollars en vue d'embaucher dans la fonction publique des étudiants francophones. Monsieur l'Orateur, pour l'instant, je ne parle pas de l'opportunité d'un programme de ce genre. J'ai déjà souscrit au principe d'attirer plus de Canadiens francophones dans la fonction publique, mais je dois dire que j'ai été choqué en regardant la reprise de l'interview donnée par le président du Conseil du Trésor, lorsqu'on lui a parlé pour la première fois de ce programme et qu'il en a nié l'existence ou, du moins, pour être tout à fait juste envers lui, qu'il a dit ne pas croire qu'un tel programme puisse exister qui accorderait une préférence de ce genre.

Je le répète, monsieur l'Orateur, je m'inquiète du caractère discriminatoire que pourrait comporter un programme de ce genre, mais ce que je veux souligner ce soir n'est pas la substance du programme, mais la manière dont on l'a abordé et dont on l'a dissimulé. Je parle des méthodes que le gouvernement a employées pour atteindre ce but et aussi des tentatives faites par les ministres pour tromper la Chambre.

Une voix: C'est honteux!

L'hon. M. Stanfield: Chicaner sur les mots ne m'intéresse pas. Sans aucun doute, divers membres du gouvernement ont déployé beaucoup d'astuces verbales la semaine dernière, mais quelle qu'ait été cette astuce, quelles qu'aient été les restrictions mentales et les acrobaties intellectuelles des ministres, on a donné à entendre aux députés et à la population que tous les bruits laissant croire à l'établissement d'un programme de 2 millions de dollars étaient faux. C'est l'impression qu'on a donnée et, à mon avis, le gouvernement ou ses porte-parole l'ont fait alors intentionnellement.

Monsieur l'Orateur, le premier ministre a déclaré aujourd'hui à l'extérieur de la Chambre qu'en étudiant